

Mémorial **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Vendredi, 29 août 1913.

Nº 58.

Freitag, 29. August 1913.

*Loi du 2 mai 1913, concernant la réglementation
des bureaux de placement.*

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de
Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Du-
chesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés en
date du 22 avril 1913, et celle du Conseil d'État
du 25 du même mois, portant qu'il n'y a pas
lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à
soumettre l'ouverture et le mode d'exploitation
des bureaux de placement à des prescriptions
spéciales à déterminer dans un règlement d'ad-
ministration publique.

Art. 2. Les infractions aux dispositions de ce
règlement seront punies d'un emprisonnement
de huit jours à trois mois et d'une amende de
26 à 200 fr.

Sont applicables à ces infractions le livre I^{er}
du Code pénal de même que la loi du 18 juin
1879, portant attribution aux cours et aux tri-
bunaux de l'application des circonstances atté-
nuantes, modifiée par celle du 16 mai 1904.

*Gesetz vom 2. Mai 1913, betreffs Regelung des
Stellenvermittlungswezens.*

Nir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden
Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu
Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkanimer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeord-
netenkanimer vom 22. April 1913, sowie derje-
nigen des Staatsrates vom 25. desselben Monats,
gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht
erfolgen soll;

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Die Regierung ist ermächtigt, die Er-
öffnung und den Betrieb von Stellenvermitt-
lungsanstalten besonderen Vorschriften zu unter-
werfen, die durch öffentliches Verwaltungsre-
glement zu bestimmen sind.

Art. 2. Zuwiderhandlungen gegen die Be-
stimmungen dieses Reglementes werden mit
Gefängnis von acht Tagen bis drei Monaten und
mit Geldstrafe von 26 bis 200 Fr. bestraft.

Das erste Buch des Strafgesetzbuches, sowie
das Gesetz vom 18. Juni 1879, abgeändert durch
Gesetz vom 16. Mai 1904, wonach die Berücksich-
tigung der mildernden Umstände den Gerichten
vorbehalten wird, finden auf diese Zuwiderhand-
lungen Anwendung.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 2 mai 1913.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Arrêté grand-ducal du 21 août 1913, concernant l'exécution de la loi sur les bureaux de placement.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Revu la loi du 2 mai 1913, ayant pour objet de réglementer les bureaux de placement, et dont l'art. 1^{er} est conçu comme suit:

« Le Gouvernement est autorisé à soumettre l'ouverture et le mode d'exploitation des bureaux de placement à des prescriptions spéciales à déterminer dans un règlement d'administration publique »;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Personne ne peut exercer la profession de placeur s'il n'est autorisé spécialement et par écrit par le Gouvernement.

L'impétrant devra présenter:

1^o une demande sur timbre;

2^o un extrait du casier judiciaire;

3^o un certificat de résidence constatant qu'il a résidé dans le pays depuis trois années au moins.

Art. 2. La demande ne sera accordée que s'il est constaté que l'impétrant présente des garanties de moralité et d'honnêteté nécessaires pour l'exercice de la profession de placeur.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 2. Mai 1913.

Maria Adelheid.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Großh. Beschluß vom 21. August 1913, die Ausführung des Gesetzes über die Stellenvermittlungsanstalten betreffend.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 2. Mai 1913, betreffs Regelung des Stellenvermittlungswesens, dessen Art. 1 lautet wie folgt:

„Die Regierung ist ermächtigt, die Eröffnung und den Betrieb von Stellenvermittlungsanstalten besonderen Vorschriften zu unterwerfen, die durch öffentliches Verwaltungsreglement zu bestimmen sind“;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Wer das Gewerbe eines Stellenvermittlers betreiben will, bedarf dazu einer speziellen, schriftlichen Ermächtigung der Regierung.

Der Antragsteller hat beizubringen:

1. ein Gesuch auf Stempelpapier;

2. einen Auszug aus dem Strafregister;

3. eine Bescheinigung, daß er mindestens seit drei Jahren im Lande gewohnt hat.

Art. 2. Dem Gesuch kann nur dann stattgegeben werden, wenn erwiesen ist, daß der Antragsteller in Bezug auf Sittlichkeit und Ehrenhaftigkeit die zur Ausübung des Gewerbes eines Stellenvermittlers nötige Gewähr bietet.

L'autorisation est révocable sans indemnité pour celui qui l'a obtenue.

L'arrêté d'autorisation est personnel; le bureau ne pourra être tenu que par le titulaire lui-même. Toute succursale est prohibée.

Art. 3. Le placeur qui désire tenir une entreprise de logements ou de lits ou qui veut fournir la nourriture aux personnes qui cherchent à se procurer un emploi par son intermédiaire, doit être autorisé spécialement conformément aux art. 1^{er} et 2.

Art. 4. Les décisions portant refus ou retrait des autorisations prévues aux art. 1^{er} et 3 peuvent être déferées au Conseil d'Etat, comité du contentieux, qui y statuera avec juridiction directe.

Art. 5. Il est défendu aux placeurs de faire usage dans leur enseigne des armoiries de l'Etat grand-ducal ou d'autres mentions recommandatives. L'enseigne ne pourra porter que le mot « Placeur » et le nom du propriétaire autorisé.

Il leur est défendu d'annoncer, de quelque façon que ce soit, des emplois qu'ils n'auraient pas mandat de procurer.

Il leur est encore interdit de racoler des demandeurs d'emploi dans les gares, rues, places publiques et débits de boissons.

Art. 6. Il est interdit à quiconque exerce la profession de placeur d'exercer, soit par lui-même, soit sous le nom de son conjoint, soit de toute autre personne interposée, un débit de boissons, la vente en détail de boissons alcooliques, un commerce de vêtements, d'objets d'usage personnel, de denrées de consommation ou d'alimentation, de billets de loterie, un commerce de barbier ou de coiffeur, un commerce de changeur, de prêteur sur gages ou de courtier en prêts sur gages.

Die erteilte Ermächtigung kann dem Geschäftsinhaber ohne Anspruch auf Entschädigung entzogen werden.

Die Ermächtigung ist persönlich; das Bureau darf nur von dem Inhaber selbst geführt werden. Jedes Zweiggewerbe ist untersagt.

Art. 3. Der Stellenvermittler, welcher den durch seine Vermittlung Stellsuchenden Wohn- oder Schlafstellen vermieten oder Kost gewähren will, hat hierzu eine spezielle Ermächtigung gemäß Art. 1 und 2 nachzusuchen.

Art. 4. Die Regierungsbescheide über Verweigerung oder Entziehung der in Art. 1 und 3 vorgesehenen Ermächtigung können vor dem Staatsrat, Ausschuss für Streitsachen, angefochten werden. Letzterer entscheidet darüber mit direkter Gerichtsbarkeit.

Art. 5. Die Stellenvermittler dürfen auf ihrem Aushängeschild weder das Großherzogliche Staatswappen noch andere Empfehlungen anbringen. Das Aushängeschild darf nur das Wort „Stellenvermittler“ und den Namen des ermächtigten Inhabers tragen.

Es ist denselben verboten, irgendwie Stellen anzukündigen, zu deren Vermittlung sie keinen Auftrag haben.

Des weiteren ist ihnen untersagt, auf den Bahnhöfen, Straßen, öffentlichen Plätzen und in den Schankwirtschaften Stellsuchende anzuwerben.

Art. 6. Wer das Gewerbe eines Stellenvermittlers betreibt, darf Gastwirtschaft, Schankwirtschaft, Kleinhandel mit geistigen Getränken, Handel mit Kleidungs-, Gebrauchs-, Genuss- oder Nahrungsgegenständen oder mit Lotterielosen, das Barbier- oder das Friseurgewerbe, das Geschäft eines Geldwechslers, Pfandleihers oder Pfandvermittlers weder selbst noch durch seinen Ehegatten noch durch irgend eine andere Zwischenperson betreiben.

Il est interdit au placeur d'entrer en relations d'affaires avec d'autres personnes exploitant une entreprise de location de logements ou de lits ou un des commerces visés ci-dessus, de telle sorte qu'il se fasse donner ou promettre par ces personnes des commissions de quelque nature que ce soit, à raison de l'exercice de son industrie. Cette interdiction ne s'applique pas au cas où ces personnes ont recours à l'industrie du placeur pour les besoins de leur propre exploitation.

Il est interdit à quiconque exerce la profession de placeur d'en tirer parti pour favoriser d'autres exploitations lui appartenant ou appartenant à des tiers.

Il est interdit au placeur d'obliger ou d'inciter le demandeur d'emploi à se fournir de marchandises dans les exploitations ou magasins lui appartenant ou désignés par lui.

Art. 7. Sont nulles les conventions par lesquelles un employé ou un employeur s'oblige ou s'est obligé à se servir à l'avenir de l'intermédiaire d'un placeur déterminé.

Art. 8. Les placeurs doivent publier dans leurs bureaux et dans les salles d'attente du public en grands caractères et à un endroit bien visible en langues allemande et française le tarif des placements. Le tarif doit spécifier les taxes à charge de l'employeur ou de l'employé, et, s'il y a lieu, la part payable avant l'indication d'un emploi et celle après la réalisation de l'engagement.

En dehors du tarif, le placeur ne pourra rien exiger à titre de port de lettre, correspondances, soins spéciaux, etc. Toute convention contraire est nulle.

En cas d'affichage ou d'annonce des places offertes ou de demandes d'emploi, l'affiche ou

Der Stellenvermittler darf mit andern Gewerbetreibenden der im Absatz 1 bezeichneten Art oder mit Vermietern von Wohn- oder Schlafstellen nicht so in Geschäftsverbindung treten, daß er sich für die Ausübung seiner Tätigkeit von ihnen Vergütungen irgend welcher Art gewähren oder versprechen läßt. Diese Vorschrift gilt nicht, wenn die Tätigkeit des Stellenvermittlers für den eigenen Betrieb des Gewerbetreibenden in Anspruch genommen wird.

Wer das Gewerbe eines Stellenvermittlers betreibt, darf diese Tätigkeit nicht zu Anpreisungen für andere eigene oder fremde Gewerbebetriebe benutzen.

Der Stellenvermittler darf den Stellensuchenden nicht verpflichten oder anhalten, aus seinem oder einem von ihm bezeichneten Gewerbebetrieb oder Handelsgeschäft Waren zu entnehmen.

Art. 7. Verträge, durch die sich ein Arbeitnehmer oder Arbeitgeber verpflichtet oder verpflichtet hat, sich auch in späteren Fällen der Mitwirkung eines bestimmten Stellenvermittlers zu bedienen, sind nichtig.

Art. 8. Die Stellenvermittler haben in ihren Geschäftsräumen und in den Wartezimmern für das Publikum in großer Schrift und an einer in die Augen fallenden Stelle den Gebührentarif für ihre gewerblichen Leistungen in deutscher und französischer Sprache auszuhängen. Zum Gebührentarif sind die vom Arbeitgeber oder Arbeitnehmer zu zahlenden Taren, und gegebenenfalls der vor Angabe der Stelle und der nach Zustandekommen des Vertrages zu zahlende Anteil genau anzugeben.

Außer dem festgesetzten Tarif steht dem Stellenvermittler keinerlei Extravergütung für Briefporto, Schreibgebühr, besondere Dienstleistungen usw. zu. Jede gegenseitige Vereinbarung ist nichtig.

Falls die Stellenangebote oder die Stellensuche angeschlagen oder öffentlich bekannt ge-

Art. 11. Eine Abschrift gegenwärtigen Reglementes in deutscher und französischer Sprache muß in jedem Stellenvermittlungsbureau der-

public puisse en tout temps en prendre facilement connaissance.

Art. 12. Les personnes qui exploitent un bureau de placement au moment de la mise en vigueur de la loi du 2 mai 1913 devront solliciter l'autorisation prévue à l'art. 1^{er} du présent règlement dans les trois mois de la date fixée pour son entrée en vigueur. Ces personnes peuvent continuer l'exploitation du bureau jusqu'à la notification de la décision administrative.

Art. 13. Sera puni d'une amende de 26 à 200 fr. et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois, celui:

1^o qui entreprend ou continue d'exploiter un bureau de placement, sans être muni de l'autorisation prévue à l'art. 1^{er}, ainsi que le placeur qui loge ou nourrit des clients dans y être autorisé spécialement conformément à l'art. 3 du présent règlement; qui ne cesse pas l'exploitation du bureau de placement après la notification d'un arrêté de refus ou de retrait d'autorisation, ou qui exerce sa profession contrairement aux conditions spécifiées dans l'autorisation. Tout tenancier, gérant ou employé d'un bureau clandestin sera puni de la même peine;

2^o qui contrevient aux dispositions des art. 2 al. 3, 5, 6, 9, 10 et 11 du présent règlement;

3^o qui contrevient aux prescriptions de l'art. 8 du présent règlement ou qui perçoit des droits supérieurs à ceux du tarif affiché;

4^o qui incite un employé à rompre un contrat de travail; toute tentative verbale ou écrite sera punie de la même peine.

Sont passibles de la même peine les personnes exploitant les commerces visés à l'art. 6, qui essaient d'inciter un placeur en lui donnant

art. ausgehängt sein; daß das Publikum zu jeder Zeit leicht davon Einsicht nehmen kann.

Art. 12. Wer zur Zeit des Inkrafttretens des Gesetzes vom 2. Mai 1913 ein Stellenvermittlungsbureau gewerbsmäßig betreibt, hat binnen drei Monaten vom Inkrafttreten gegenwärtigen Reglementes die unter Art. 1 vorgesehene Ermächtigung nachzufuchen. Die Inhaber dürfen ihren Betrieb bis zur Zustellung des Verwaltungsbescheides weiterführen.

Art. 13. Mit Geldstrafe von 26 bis 200 Fr. und mit Gefängnis von acht Tagen bis zu drei Monaten wird bestraft ein Stellenvermittler, der:

1. den Gewerbebetrieb ohne die unter Art. 1 vorgesehene Ermächtigung unternimmt oder fortsetzt, sowie Kunden beherbergt oder beschäftigt, ohne dazu speziell gemäß Art. 3 gegenwärtigen Reglementes ermächtigt zu sein; den gewerbsmäßigen Betrieb eines Stellenvermittlungsbureaus nicht einstellt, nachdem ihm der Beschluß betreffs Verweigerung oder Zurücknahme der Ermächtigung zugestellt worden, oder sein Gewerbe entgegen den im Ermächtigungsbeschluß bestimmten Bedingungen ausübt. Jeder Inhaber, Leiter oder Beamter einer geheimen Vermittlungsanstalt wird mit derselben Strafe bestraft;

2. den Bestimmungen der Art. 2 Abs. 3, 5, 6, 9, 10 und 11 gegenwärtigen Reglementes zuwiderhandelt;

3. den Vorschriften des Art. 8 gegenwärtigen Reglementes zuwiderhandelt oder die im ausgehängten Tarife festgesetzten Taxen überschreitet;

4. einen Arbeitnehmer zum Bruche eines eingegangenen Arbeitsvertrags verleitet; jeder mündliche oder schriftliche Versuch wird mit derselben Strafe bestraft.

Derselben Strafe unterliegen die Gewerbetreibenden der im Art. 6 bezeichneten Art, welche es unternehmen, einen Stellenvermittler durch

ou en lui promettant des commissions de quelque nature que ce soit, à un acte de sa profession contraire aux intérêts de l'employé.

Sont applicables à ces infractions le livre I du Code pénal, de même que la loi du 18 juin 1879, portant attribution aux cours et aux tribunaux de l'application des circonstances atténuantes, modifiée par la loi du 16 mai 1904.

Les décisions judiciaires prononçant des condamnations dans les cas susindiqués, en tant que passées en force de chose jugée, seront immédiatement portées à la connaissance du Gouvernement.

Art. 14. Le présent règlement n'est pas applicable aux bourses de travail créées par l'Etat ou les communes. Le placement par les bourses de travail publique, est gratuit.

Les agents des bourses de travail publiques qui commettent les infractions prévues aux art. 6 et 9 et à l'art. 13, n° 4, et les tiers qui se rendent coupables à l'égard de ces agents de l'infraction prévue à l'art. 13, n° 5, sont punissables des peines prévues par l'art. 13.

Art. 15. Le présent règlement entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1913.

Art. 16. Notre Ministre d'Etat Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Hali, le 21 août 1913.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Gewähren oder Versprechen von Vergütungen irgendwelcher Art zu einer Handlung seiner gewerbmäßigen Tätigkeit zu verleiten, die den Interessen des Stellersuchenden zuwiderläuft.

Das erste Buch des Strafgesetzbuches sowie das Gesetz vom 18. Juni 1879, abgeändert durch Gesetz vom 16. Mai 1904, wonach die Berücksichtigung der mildernden Umstände den Gerichten vorbehalten wird, sind auf diese Zuwiderhandlungen anwendbar.

Die gerichtlichen Entscheide, wonach in den oben erwähnten Fällen Verurteilungen ausgesprochen wurden, sind, insoweit sie rechtskräftig geworden, unverzüglich zur Kenntnis der Regierung zu bringen.

Art. 14. Gegenwärtiges Reglement ist nicht anwendbar auf die vom State oder den Gemeinden errichteten Arbeitsnachweise. Die Stellenvermittlung seitens der öffentlichen Arbeitsnachweise ist unentgeltlich.

Die Beamten der öffentlichen Arbeitsnachweise, welche die unter Art. 6 und 9 und Art. 13 Nr. 4 vorgesehenen Zuwiderhandlungen begehen, sowie Dritte, welche sich hinsichtlich dieser Beamten der unter Art. 13 vorgesehenen Straftaten schuldig machen, werden mit den in Art. 13 vorgesehenen Strafen bestraft.

Art. 15. Gegenwärtiges Reglement tritt am 1. Oktober 1913 in Kraft.

Art. 16. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung gegenwärtigen Reglementes beauftragt, welches im „Memorial“ veröffentlicht werden soll.

Hali, den 21. August 1913.

Maria Adelheid.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Loi du 21 août 1913, concernant le repos hebdomadaire des employés et ouvriers.

Nous MARIE-ADELAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 29 juillet 1913, et celle du Conseil d'État du 1^{er} août suivant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Il est interdit d'employer au travail, les jours de dimanche de minuit à minuit, dans les entreprises industrielles et commerciales, même si elles ont un caractère de bienfaisance ou d'enseignement privé, dans les entreprises des artisans et dans les offices ministériels, des personnes autres que les membres de la famille du chef d'entreprise ou du titulaire de l'office ministériel habitant avec lui.

Cette disposition vise le travail effectué sous l'autorité, la direction et la surveillance du chef d'entreprise.

Les prescriptions qui précèdent comportent les exceptions et dispenses prévues ci-après.

Art. 2. L'interdiction édictée par l'article précédent ne s'applique pas:

1^o à la surveillance des locaux affectés à l'entreprise;

2^o aux travaux de nettoyage, de réparation et de conservation nécessaires à la continuation régulière de l'exploitation, ni aux travaux autres que ceux de la production, dont dépend la reprise régulière de l'exploitation le jour suivant;

3^o aux travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des matières premières ou des produits.

Gesetz vom 21. August 1913, betreffend den wöchentlichen Ruhetag der Angestellten und Arbeiter.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 29. Juli 1913, sowie derjenigen des Staatsrates vom 1. August 1913, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Es ist untersagt, an den Sonntagen von Mitternacht zu Mitternacht, in den gewerblichen und Handels-Unternehmungen, selbst wenn sie den Charakter einer Wohltätigkeits- oder Privat-Unterrichtsanstalt tragen, in den Handwerksbetrieben und in den öffentlichen Amtsstuben andere Personen zu beschäftigen als die mit dem Betriebsunternehmer oder dem Inhaber der öffentlichen Amtsstube zusammenwohnenden Familienmitglieder.

Diese Bestimmung erstreckt sich auf die unter Anordnung, Leitung und Aufsicht des Betriebsunternehmers vorgenommene Arbeit.

Vorstehende Vorschriften erfahren in folgenden Fällen Ausnahmen und Befreiungen.

Art. 2. Das durch vorstehenden Artikel verfügte Verbot ist nicht anwendbar:

1. auf die Bewachung der Betriebsanlagen;

2. auf Arbeiten zur Reinigung, Reparatur und Instandhaltung, durch welche der regelmäßige Fortgang des Betriebes bedingt ist, sowie auf Arbeiten, von welchen die regelmäßige Wiederaufnahme des Betriebes am folgenden Tage abhängig ist, ausschließlich der Produktionsarbeiten;

3. auf Arbeiten, welche zur Verhütung des Verderbens von Rohstoffen oder von Arbeitserzeugnissen erforderlich sind;

Ces travaux ne sont autorisés que pour autant que l'exploitation normale de l'entreprise ne permette pas de les exécuter un autre jour de la semaine.

Les chefs d'entreprises qui voudront profiter de la faculté inscrite au présent article, sont tenus d'en informer d'avance l'inspecteur du travail et de lui remettre en même temps un tableau indiquant pour chaque dimanche les noms des ouvriers et employés occupés, la durée de leur occupation et le genre des travaux à effectuer. Ce même tableau devra être affiché dans les locaux de l'entreprise à un endroit apparent.

Art. 3. En cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire pourra être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents. Cette faculté de suspension s'applique non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première. Dans cette seconde entreprise chaque employé ou ouvrier devra jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé.

Le chef de la seconde entreprise sera tenu, dans les trois jours de l'accomplissement des travaux opérés par ses ouvriers, de délivrer à l'inspecteur du travail un tableau indiquant les noms de ces ouvriers ainsi que le genre et la durée des travaux qu'ils auront effectués.

Art. 4. Les ouvriers et les employés et apprentis des magasins de détail peuvent être

Diese Arbeiten sind nur gestattet, sofern sie im normalen Betrieb des Unternehmens nicht an einem andern Wochentage vorgenommen werden können.

Die Betriebsunternehmer, welche von der in gegenwärtigem Artikel vorgesehenen Befugnis Gebrauch machen wollen, sind verpflichtet, im Voraus den Gewerbeinspektor hiervon in Kenntnis zu setzen und ihm zugleich ein Verzeichnis einzuhandigen, das für jeden einzelnen Sonntag die Namen der beschäftigten Arbeiter und Angestellten, die Dauer ihrer Beschäftigung sowie die Art der vorgenommenen Arbeiten angibt. Dasselbe Verzeichnis ist in den Betriebsanlagen an einer in die Augen fallenden Stelle auszuhängen.

Art. 3. Bei dringenden Arbeiten, deren unverzügliche Ausführung geboten ist, um Rettungsmaßnahmen zu veranlassen, drohenden Unfällen vorzubeugen oder Beschädigungen an Material, Einrichtungen oder Baulichkeiten des Betriebes auszubessern, kann der wöchentliche Ruhetag hinsichtlich des zur Ausführung dieser dringenden Arbeiten benötigten Personals aufgehoben werden. Die Befugnis zu dieser Aufhebung erstreckt sich nicht allein auf die Arbeiter des Betriebes, in dem die dringenden Arbeiten erforderlich sind, sondern auch auf diejenigen eines andern Betriebes, welcher für Rechnung des ersteren Reparaturen ausführt. In diesem zweiten Betriebe hat jeder Angestellte oder Arbeiter Recht auf Ersatz der ihm bei diesem Anlaß entzogenen Ruhezeit.

Der Unternehmer des zweiten Betriebes ist verpflichtet, binnen drei Tagen nach Fertigstellung der durch seine Arbeiter ausgeführten Arbeiten dem Gewerbeinspektor ein Verzeichnis mitzuteilen, das die Namen dieser Arbeiter sowie die Art und Dauer der von ihnen vorgenommenen Arbeiten angibt.

Art. 4. Die Arbeiter, Angestellten und Lehrlinge in Detailgeschäften können am Sonntag zur

occupés au travail le dimanche; la durée de ce travail ne pourra excéder quatre heures.

Un arrêté ministériel peut ou supprimer cette faculté en tout ou en partie, ou, si des nécessités particulières se font sentir, l'étendre pendant six dimanches au plus, par année, jusqu'à concurrence du chiffre maximum de dix heures par dimanche.

Cet arrêté pourra s'appliquer soit à tous les établissements régis par le présent article, soit à certaines catégories d'établissements, soit seulement à ceux de communes ou de groupes de communes déterminés.

Le Gouvernement fixera les heures auxquelles les ouvriers, les employés et les apprentis de magasin pourront rester occupés le dimanche en application du présent article ou de l'arrêté ministériel y prévu.

Art. 5. Un arrêté ministériel pourra décréter des exceptions, soit totales, soit restreintes, au principe consacré par l'art. 1^{er};

a) pour les catégories d'entreprises où il est fait usage du vent ou de l'eau comme moteur exclusif ou principal;

b) pour celles dont l'exercice total ou partiel est réclamé le dimanche pour la satisfaction des besoins du public qui se manifestent soit journellement, soit principalement le dimanche;

c) pour les industries qui s'exercent seulement une partie de l'année ou qui sont exploitées d'une manière plus intense en certaines saisons;

d) pour les entreprises industrielles et commerciales ayant un caractère de bienfaisance ou d'enseignement privé;

e) pour les travaux dans les offices ministériels.

Le même règlement précisera les entreprises mentionnées sous les lettres a, b et c ci-dessus et

Arbeit herangezogen werden; die Dauer dieser Beschäftigung darf jedoch nicht über vier Stunden hinausgehen.

Durch ministeriellen Beschluß kann diese Befugnis ganz oder teilweise aufgehoben werden, oder bei besonderen Bedürfnissen auf höchstens sechs Sonntage im Jahr mit einer Maximal-Beschäftigungsdauer von zehn Stunden auf den Sonntag ausgedehnt werden.

Dieser Beschluß kann Anwendung finden entweder auf alle Anstalten, die gegenwärtigem Artikel unterliegen, oder auf bestimmte Kategorien von Anstalten oder nur auf die Anstalten von bestimmten Gemeinden oder Gemeindegruppen.

Die Regierung setzt die Stunden fest, zu denen die Arbeiter, Angestellten und Lehrlinge im Handelsgewerbe in Gemäßheit dieses Artikels oder des in demselben vorgesehenen ministeriellen Beschlusses am Sonntag beschäftigt werden können.

Art. 5. Durch ministeriellen Beschluß können allgemeine oder Teil-Ausnahmen von der Grundbestimmung des Art. 1 zugelassen werden:

a) für Betriebe, welche ausschließlich oder vorwiegend mit durch Wind oder Wasserkraft bewegten Triebwerken arbeiten;

b) für Gewerbe, deren vollständige oder teilweise Ausübung am Sonntag zur Befriedigung täglicher oder an diesen Tagen besonders hervortretender Bedürfnisse der Bevölkerung erforderlich ist;

c) für Gewerbe, die nur auf bestimmte Jahreszeiten beschränkt sind, oder welche in gewissen Zeiten des Jahres zu einer außergewöhnlich verstärkten Tätigkeit genötigt sind;

d) für gewerbliche und Handelsunternehmungen, die den Charakter einer Wohltätigkeits- oder Privatunterrichtsanstalt tragen;

e) für die Arbeiten in öffentlichen Amtsstuben.

Derfelbe Beschluß wird die unter a, b und c erwähnten Unternehmungen näher bestimmen

énoncera les conditions auxquelles le bénéfice de ces exceptions est accordé.

Art. 6. Les ouvriers et employés qui, par l'effet d'une des exceptions qui font l'objet des art. 2, 4 et 5, sont occupés le dimanche d'une façon non passagère pendant plus de trois heures, doivent jouir d'un repos compensateur qui est à donner par roulement; il ne doit pas être nécessairement fixé au dimanche ni aux mêmes jours pour tous les ouvriers et employés d'une même entreprise.

Il doit être, soit de vingt-quatre heures consécutives, soit de deux demi-journées par quinzaine; la demi-journée de repos doit être prise soit avant soit après une heure de l'après-midi, et la durée du travail ne pourra, ce jour, excéder cinq heures.

Art. 7. L'art. 1^{er} ne s'applique pas:

1^o aux hôtels, restaurants et débits de boissons;

2^o aux pharmacies, drogueries et magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux;

3^o aux entreprises foraines;

4^o aux entreprises de pêche;

5^o aux entreprises de spectacles publics;

6^o aux entreprises d'éclairage et de distribution d'eau et de force motrice;

7^o aux entreprises de transport;

8^o aux entreprises dans lesquelles le travail, à raison de sa nature, ne souffre ni interruption, ni retard;

9^o aux entreprises dans lesquelles les ouvriers travaillent par équipes successives.

Un arrêté ministériel énumérera la nomenclature des industries comprises dans les catégories figurant sous le n^o 8, et spécifiera la nature

und die Bedingungen angeben, unter denen die Anwendung dieser Ausnahmen zulässig ist.

Art. 6. Die Arbeiter und Angestellten, die infolge einer der unter den Art. 2, 4 und 5 erwähnten Ausnahmen am Sonntag in nicht vorübergehender Weise während mehr als drei Stunden beschäftigt werden, haben Recht auf eine Ersatz-Ruhezeit, welche in Wechselfolge zu gewähren ist; dieselbe muß nicht notwendigerweise auf einen Sonntag verlegt werden, noch auf eben dieselben Tage für alle Arbeiter und Angestellten derselben Unternehmung.

Die Ruhezeit muß entweder alle zwei Wochen vierundzwanzig Stunden ohne Unterbrechung oder zwei halbe Tage alle zwei Wochen betragen; die halbtägige Ruhezeit ist entweder vor oder nach ein Uhr nachmittags zu verlegen, und die Beschäftigung darf an diesem Tage nicht länger als fünf Stunden dauern.

Art. 7. Der Art. 1 findet keine Anwendung:

1. auf Gasthöfe, Speise- und Schankwirtschaften;

2. auf Apotheken, Drogerien und Verkaufsstellen von medizinischen und chirurgischen Apparaten;

3. auf Messen- und Jahrmärkteveranstaltungen;

4. auf Fischerei-Unternehmungen;

5. auf öffentliche Schaustellungen und Belustigungen;

6. auf Unternehmungen zum Zwecke der Beleuchtung und Verteilung von Wasser und Triebkraft;

7. auf Transportunternehmungen;

8. auf Unternehmungen, die ihrer Natur nach eine Unterbrechung oder einen Aufschub der Arbeit nicht gestatten.

9. auf Unternehmungen, in denen schichtweise gearbeitet wird.

Durch ministeriellen Beschluß ist ein namentliches Verzeichnis der Gewerbe und Betriebe, die Art. 8 einbegreifen soll, aufzustellen, und zu-

des travaux dont l'exécution est autorisée le dimanche.

Dans les entreprises qui font l'objet de la disposition du présent article, les ouvriers et employés doivent jouir d'un repos à donner par roulement, conformément aux dispositions de l'art. 6.

Dans les entreprises indiquées au n° 9, l'équipe occupée pendant la nuit du samedi au dimanche ne pourra être astreinte au travail que jusqu'à six heures du dimanche matin. Les effectifs de ces équipes jouiront à partir de ladite heure d'un repos ininterrompu jusqu'à six heures du lundi matin.

Art. 8. Un arrêté ministériel pourra soumettre, soit totalement, soit partiellement, au régime établi par l'art. 1^{er}, la totalité ou une partie seulement des catégories d'entreprises énumérées à l'article qui précède. Cette extension pourra comprendre une partie seulement des travaux exécutés dans les dites entreprises.

Art. 9. Les exceptions et les dérogations prévues aux articles qui précèdent ne sont pas applicables aux enfants âgés de moins de seize ans ni aux filles et femmes âgées de moins de vingt-et-un ans.

Toutefois les exceptions et dérogations prévues aux art. 4, 5, litt. b et c, et 7, nos 1 et 3 peuvent être déclarées applicables aux personnes âgées de plus de quatorze ans, par un arrêté ministériel qui énumérera les catégories d'entreprises qu'il concernera.

Art. 10. Les dispositions de la présente loi sont applicables aux coopératives de consommation et aux entreprises exploitées par l'Etat ou les communes, dans les conditions où elles s'appliquent aux industries privées.

Art. 11. Les chefs des entreprises soumises à la loi sur les règlements d'atelier sont tenus d'indiquer dans ces règlements les conditions du repos prévu par la présente loi.

gleich die Art der Arbeiten näher zu bestimmen, deren Ausführung am Sonntag gestattet ist.

Zu den Unternehmungen auf welche die Bestimmung des gegenwärtigen Artikels anwendbar ist, muß den Arbeitern und Angestellten eine Ruhezeit in Wechselfolge bewilligt werden, gemäß den Bestimmungen des Art. 6.

Zu den unter Art. 9 angegebenen Unternehmungen können die in der Nacht vom Samstag auf Sonntag beschäftigten Arbeiter nur bis 6 Uhr morgens zur Arbeit angehalten werden; die Arbeiter dieser Nachtschicht haben Recht auf eine ununterbrochene Ruhezeit von Sonntags, 6 Uhr morgens bis Montags, 6 Uhr morgens.

Art. 8. Durch ministeriellen Beschluß können sämtliche oder auch nur einzelne der in vorstehendem Artikel aufgeführten Betriebe ganz oder teilweise den Bestimmungen des Art. 1 unterworfen werden. Diese Ausdehnung kann auf einen Teil der in den besagten Betrieben vorgenommenen Arbeiten eingeschränkt werden.

Art. 9. Die in vorstehenden Artikeln vorgesehenen Ausnahmen und Abweichungen sind nicht auf Kinder unter 16 Jahren noch auf Mädchen und Frauen unter 21 Jahren anwendbar.

Indes können die in den Art. 4, 5, litt. b und c, und 7, Abs. 1 und 3 vorgesehenen Ausnahmen und Abweichungen durch ministeriellen Beschluß, der die betreffenden Betriebe aufzählt, auf Personen über 14 Jahre ausgedehnt werden.

Art. 10. Die Bestimmungen gegenwärtigen Gesetzes sind auf Konsumvereine und auf staatliche oder gemeindliche Betriebe anwendbar unter den Bedingungen, die für Privatbetriebe maßgebend sind.

Art. 11. Die Vorsteher der unter das Gesetz über die Werkstättenreglemente fallenden Unternehmungen sind verpflichtet, in diesen Reglementen die Bedingungen der durch gegenwärtiges Gesetz vorgesehenen Ruhezeit anzugeben.

Art. 12. Les inspecteurs du travail ont la libre entrée des locaux affectés aux travaux assujettis à la présente loi. Ils surveillent l'exécution de celle-ci et constatent, concurremment avec tous officiers et agents de police judiciaire, les infractions par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Art. 13. Les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants, qui auront contrevenu aux prescriptions de l'art. 2 alinéa dernier, de l'art. 3, al. 2, et de l'art. 11, seront punis d'une amende de 26 à 100 fr.

Les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants, qui auront contrevenu aux autres prescriptions de la présente loi et des arrêtés ministériels relatifs à son exécution, seront punis :

d'une amende de 26 à 100 fr., si le nombre des personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi ou aux arrêtés ne dépasse pas dix;

d'une amende de 101 fr. à 1000 fr., si le nombre de ces personnes est supérieur à dix sans dépasser cent;

d'une amende de 1001 à 5000 fr., s'il y en a davantage.

Art. 14. Les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants, qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi, seront punis d'une amende de 26 à 100 fr., sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application des peines plus fortes établies par le Code pénal ou d'autres lois spéciales.

Art. 15. En cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation encourue en vertu de la présente loi, les peines établies par les deux articles précédents pourront être portées au double.

Art. 12. Die Gewerbe-Inspektoren haben zu den Arbeitslokalen der gegenwärtigem Gesetz unterliegenden Betriebe freien Zutritt. Dieselben haben die Ausführung dieses Gesetzes zu überwachen und zugleich mit den Polizeibeamten die Zuwiderhandlungen durch Protokoll festzustellen, das rechtsgültig ist bis zum Gegenbeweis.

Art. 13. Die Betriebsunternehmer, Direktoren oder Betriebsleiter, welche den Vorschriften des Art. 2, Schlussabsatz, des Art. 3, Abs. 2, und des Art. 11 zuwidergehandelt haben, werden mit Geldstrafe von 26 bis 100 Fr. bestraft.

Die Betriebsunternehmer, Direktoren oder Betriebsleiter, welche den übrigen Bestimmungen gegenwärtigen Gesetzes und den auf dessen Ausführung bezüglichen ministeriellen Beschlüssen zuwidergehandelt haben, werden bestraft:

mit einer Geldstrafe von 26 bis 100 Fr., wenn die Zahl der Personen, deren Beschäftigung gegenwärtigem Gesetz oder den dazu erlassenen Beschlüssen zuwiderläuft, zehn nicht übersteigt;

mit einer Geldbuße von 101 bis 1000 Fr., wenn die Zahl dieser Personen höher ist als zehn, ohne hundert zu übersteigen;

mit einer Geldstrafe von 1001 bis 5000 Fr., wenn die Zahl noch höher ist.

Art. 14. Die Betriebsunternehmer, Direktoren oder Betriebsleiter, welche die gemäß gegenwärtigem Gesetz veranstaltete Beaufsichtigung behindert haben, werden mit Geldstrafe von 26 bis 100 Fr. bestraft, unbeschadet der Anwendung höherer Strafen, welche gegebenenfalls nach dem Strafgesetzbuch oder anderen Spezialgesetzen verwirkt sind.

Art. 15. Im Wiederholungsfalle binnen fünf Jahren nach einer kraft gegenwärtigen Gesetzes ergangenen Verurteilung können die durch die zwei vorhergehenden Artikel festgesetzten Strafen auf das Doppelte erhöht werden.

Art. 16. Seront punis d'une amende de 1 fr. à 25 fr. les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur contrairement aux prescriptions de la présente loi.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double.

Art. 17. Les tribunaux de police connaissent de toutes les infractions à la présente loi.

Art. 18. La présente loi entrera en vigueur un an après sa publication.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Hall, le 21 août 1913.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Loi du 11 août 1913, accordant la naturalisation à M. Jean Hartert, épiciier et propriétaire à Esch-s.-Alz.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 31 juillet 1913, et celle du Conseil d'Etat du 1^{er} août 1913, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Art. 16. Mit einer Geldstrafe von 1 bis 25 Fr. werden bestraft der Vater, die Mutter oder der Vormund, welche ihr minderjähriges Kind oder Mündel entgegen den Bestimmungen gegenwärtigen Gesetzes zur Arbeit angehalten oder deren Arbeit geduldet haben.

Im Wiederholungsfalle binnen zwölf Monaten von der früheren Verurteilung kann die Strafe auf das Doppelte erhöht werden.

Art. 17. Die Polizeigerichte erkennen über alle Zuwiderhandlungen gegen gegenwärtiges Gesetz.

Art. 18. Gegenwärtiges Gesetz tritt ein Jahr nach seiner Veröffentlichung in Kraft.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Hall, den 21. August 1913.

Maria Adelhaid.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Gesetz vom 11. August 1913, wodurch dem Hrn. Johann Hartert, Spezereihändler und Eigentümer zu Esch a. d. Alz., die Naturalisation verliehen wird.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 31. Juli 1913, und derjenigen des Staatsrates vom 1. August 1913, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Jean *Hartert*, né à Ferschweiler (Prusse), le 3 septembre 1875, et demeurant à Esch-s.-Alz.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Hohenbourg, le 11 août 1913.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848.)

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 23 août 1913 par M. Jean *Hartert*, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la ville d'Esch-s.-Alz. et dont un exemplaire a été déposé à la Division des affaires étrangères et de la justice.

Luxembourg, le 25 août 1913.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Loi du 11 août 1913, accordant la naturalisation à M. Jean-Baptiste *Keiser*, propriétaire et maître-cordonnier à Esch-s.-Alz.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 2 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Haben verordnet und verordnen:

Einziger Artikel. Dem Hrn. Johann *Hartert*, geboren zu Ferschweiler (Preußen), am 3. September 1875, wohnhaft zu Esch a. d. Alz., wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Hohenburg, den 11. August 1913.

Maria Adelheid.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Johann *Hartert* verliehene Naturalisation ist von diesem am 23. August 1913 angenommen worden, wie dies aus einem am selben Tage von Hrn. Bürgermeister der Stadt Esch a. d. Alz. aufgenommenen Protokolle, von welchem ein Auszug bei der Abteilung für Auswärtige Angelegenheiten und Justiz hinterlegt ist, hervorgeht.

Luxemburg, den 25. August 1913.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Gesetz vom 11. August 1913, wodurch dem Hrn. Johann-Baptist *Keiser*, Eigentümer und Schustermeister zu Esch a. d. Alz., die Naturalisation verliehen wird.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer;

Vu la décision de la Chambre des députés du 31 juillet 1913, et celle du Conseil d'Etat du 1^{er} août 1913, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Jean-Baptiste *Keiser*, né à Fixem (Lorraine), le 6 mars 1858, et demeurant à Esch-s.-Alz.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Hohenbourg, le 11 août 1913.

MARIE-ADÉLAÏDE.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848.)

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 23 août 1913 par M. Jean-Baptiste *Keiser*, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la ville d'Esch-s.-Alz. et dont un exemplaire a été déposé à la Division des affaires étrangères et de la justice.

Luxembourg, le 25 août 1913.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Loi du 11 août 1913, accordant la naturalisation à M. Pierre-Gérard-Marie Willems, libraire-imprimeur à Esch-s.-Alz.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenversammlung vom 31. Juli 1913, und derjenigen des Staatsrates vom 1. August 1913, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll;

Haben verordnet und verordnen:

Einziger Artikel. Dem Hrn. Johann Baptist *Reiser*, geboren zu Fixem (Lothringen), am 6. März 1858, wohnhaft zu Esch a. d. Mz., wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Hohenburg, den 11. August 1913.

Maria Adelsheid.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Johann Baptist *Reiser* verliehene Naturalisation ist von diesem am 23. August 1913 angenommen worden, wie dies aus einem am selben Tage von Hrn. Bürgermeister der Stadt Esch a. d. Mz. aufgenommenen Protokoll, von welchem ein Auszug bei der Abtheilung für Auswärtige Angelegenheiten und Justiz hinterlegt ist, hervorgeht.

Luxemburg, den 25. August 1913.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Gesetz vom 11. August 1913, wodurch dem Hrn. Peter Gerhard Maria Willems, Buchdrucker zu Esch a. d. Mz., die Naturalisation verliehen wird.

Wir Maria Adelsheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, so-

12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 31 juillet 1913, et celle du Conseil d'Etat du 1^{er} août 1913, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Pierre-Gérard-Marie *Willems*, né à Aubel (Belgique), le 22 mai 1861, et demeurant à Esch-s.-Alz.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Hohenbourg, le 11 août 1913.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848.)

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 23 août 1913 par M. Pierre-Gérard-Marie *Willems*, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la ville d'Esch-s.-Alz. et dont un exemplaire a été déposé à la Division des affaires étrangères et de la justice.

Luxembourg, le 25 août 1913.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

wie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenammer vom 31. Juli 1913, und derjenigen des Staatsrates vom 1. August 1913, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll;

haben verordnet und verordnen:

Einziges Artikel. Dem Hrn. Peter Gerhard Maria *Willems*, geboren zu Aubel (Belgien), am 22. Mai 1861, wohnhaft zu Esch a. d. Alz., wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Hohenburg, den 11. August 1913.

Maria Adelsheid.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Peter Gerhard Maria *Willems* verliehene Naturalisation ist von diesem am 23. August 1913 angenommen worden, wie dies aus einem am selben Tage vom Hrn. Bürgermeister der Stadt Esch a. d. Alz. aufgenommenen Protokolle, von welchem ein Auszug bei der Abteilung für Auswärtige Angelegenheiten und Justiz hinterlegt ist, hervorgeht.

Luxemburg, den 25. August 1913.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Loi du 11 août 1913, accordant la naturalisation à M. Nicolas Sitzen, cabaretier à Vianden.

Nous MARIE-ADELAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 31 juillet 1913 et celle du Conseil d'Etat du 1^{er} août 1913, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Nicolas Sitzen, né à Koxhausen (Prusse), le 21 mai 1860, et demeurant à Vianden.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Hohenbourg, le 11 août 1913.

MARIE-ADELAÏDE.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848.)

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 26 août 1913 par M. Nicolas Sitzen, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la ville de Vianden et dont un exemplaire a été déposé à la Division des affaires étrangères et de la justice.

Luxembourg, le 27 août 1913.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Gesetz vom 11. August 1913, wodurch dem Hrn. Nikolas Sitzen, Wirt in Vianden, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Maria Adelsheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 31. Juli 1913, und derjenigen des Staatsrates vom 1. August 1913, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll;

Haben verordnet und verordnen:

Einziger Artikel. Dem Hrn. Nikolas Sitzen, geboren zu Koxhausen (Preußen), am 21. Mai 1860 und wohnhaft zu Vianden, wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Hohenbourg, den 11. August 1913.

Maria Adelsheid.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Nikolas Sitzen verliehene Naturalisation ist von diesem am 26. August 1913 angenommen worden wie dies aus einem am selben Tage vom Hrn. Bürgermeister der Stadt Vianden aufgenommenen Protokolle, von welchem ein Auszug bei der Abteilung für Auswärtige Angelegenheiten und Justiz hinterlegt ist, hervorgeht.

Luxembourg, den 27. August 1913.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Loi du 11 août 1913, accordant la naturalisation à M. Ernest-Jean-Joseph Léonard, employé d'usine à Dudelange.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 31 juillet 1913 et celle du Conseil d'Etat du 1^{er} août 1913, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Ernest-Jean-Joseph Léonard, né à Dudelange, le 25 janvier 1888, et y demeurant.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Hohenbourg, le 11 août 1913.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848.)

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 26 août 1913 par M. Ernest-Jean-Joseph Léonard, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la ville de Dudelange et dont un exemplaire a été déposé à la Division des affaires étrangères et de la justice.

Luxembourg, le 28 août 1913.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Gesetz vom 11. August 1913, wodurch dem Hrn. Ernst Johann Joseph Léonard, Hüttenbeamter zu Düdelingen, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg Herzogin zu Nassau, 2c., 2c., 2c.;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenversammlung;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenversammlung vom 31. Juli 1913, und derjenigen des Staatsrates vom 1. August 1913, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll;

Haben verordnet und verordnen:

Einziger Artikel. Dem Hrn. Ernst Johann Joseph Léonard, geboren zu Düdelingen am 25. Januar 1888, und daselbst wohnhaft, wird hiernit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Hohenburg, den 11. August 1913.

Maria Adelhaid.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848).

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Ernst Johann Joseph Léonard verliehene Naturalisation ist von diesem am 26. August 1913 angenommen worden, wie dies aus einem am selben Tage vom Hrn. Bürgermeister der Stadt Düdelingen aufgenommenen Protokolle, von welchem ein Auszug bei der Abteilung für auswärtige Angelegenheiten und Justiz hinterlegt ist, hervorgeht.

Luxemburg, den 28. August 1913.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Loi du 11 août 1913, accordant la naturalisation à M. Guillaume Zunker, aubergiste à Dudelange.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 31 juillet 1913, et celle du Conseil d'État du 1^{er} août 1913, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Guillaume Zunker, né à Röhl (Prusse), le 6 novembre 1876, demeurant à Dudelange.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Hohenbourg, le 11 août 1913.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848.)

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 26 août 1913 par M. Guillaume Zunker, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la ville de Dudelange et dont un exemplaire a été déposé à la Division des affaires étrangères et de la justice.

Luxembourg, le 28 août 1913.

Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Gesetz vom 11. August 1913, wodurch dem Hrn. Wilhelm Zunker, Gastwirt zu Dödelingen, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Maria Adelsheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 31. Juli 1913, und derjenigen des Staatsrates vom 1. August 1913, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll;

Haben verordnet und verordnen:

Einziger Artikel. Dem Hrn. Wilh. Zunker, geboren zu Röhl (Preußen), am 6. November 1876, wohnhaft zu Dödelingen, wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Hohenburg, den 11. August 1913.

Maria Adelsheid.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Wilh. Zunker verliehene Naturalisation ist von diesem am 26. August 1913 angenommen worden, wie dies aus einem am selben Tage vom Hrn. Bürgermeister der Stadt Dödelingen aufgenommenen Protokolle, von welchem ein Auszug bei der Abteilung für auswärtige Angelegenheiten und Justiz hinterlegt ist, hervorgeht.

Luxemburg, den 28. August 1913.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Loi du 11 août 1913, accordant la naturalisation à M. Joseph-Ernest Spiesse, hôtelier à Luxembourg-gare.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 31 juillet 1913 et celle du Conseil d'État du 1^{er} août 1913, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote :

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Joseph-Ernest Spiesse, né à Steige (Alsace), le 27 février 1868, et demeurant à Luxembourg-gare.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.
Château de Hohenbourg, le 11 août 1913.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848.)

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 25 août 1913 par M. Joseph-Ernest Spiesse, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Hollerich et dont un exemplaire a été déposé à la Division des affaires étrangères et de la justice.

Luxembourg, le 29 août 1913.

Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Gesetz vom 11. August 1913, wodurch dem Hrn. Joseph Ernst Spiesse, Gasthofbesitzer zu Luxemburg-Bahnhof, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 31. Juli 1913, und derjenigen des Staatsrates vom 1. August 1913, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. Dem Hrn. Joseph Ernst Spiesse, geboren zu Steige (Elßaß), am 27. Februar 1868, wohnhaft zu Luxemburg-Bahnhof, wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeüht und befolgt zu werden.
Schloß Hohenburg, den 11. August 1913.

Maria Adelhaid.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Joseph Ernst Spiesse verliehene Naturalisation ist von diesem am 25. August 1913 angenommen worden, wie dies aus einem am selben Tage vom Hrn. Bürgermeister der Gemeinde Hollerich aufgenommenen Protokolle, von welchem ein Auszug bei der Abteilung für auswärtige Angelegenheiten und Justiz hinterlegt ist, hervorgeht.

Luxemburg, den 29. August 1913.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Loi du 11 août 1913, accordant la naturalisation à M. Mathias Müller, propriétaire et aubergiste à Petange.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 31 juillet 1913, et celle du Conseil d'Etat du 1^{er} août 1913, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Mathias Müller, né à Esch-s.-Alz., le 17 juillet 1878, et demeurant à Petange.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Hohenbourg, le 11 août 1913.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Date de l'acte d'acceptation

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848.)

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 27 août 1913 par M. Mathias Müller, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Kayl et dont un exemplaire a été déposé à la Division des affaires étrangères et de la justice.

Luxembourg, le 29 août 1913.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Gesetz vom 11. August 1913, wodurch dem Hrn. Mathias Müller, Eigentümer und Gastwirt in Tetingen, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Maria Adelsheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenammer vom 31. Juli 1913, und derjenigen des Staatsrates vom 1. August 1913, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll;

Haben verordnet und verordnen:

Einziger Artikel. Dem Hrn. Mathias Müller, geboren zu Esch a. d. Alz., am 17. Juli 1878 und daselbst wohnhaft, wird hiermit die Naturalisation verliehen

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden
Schloß Hohenbourg, den 11. August 1913.

Maria Adelsheid.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Datum der Annahme.

(Art. 8. des Gesetzes vom 12. November 1848.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Mathias Müller verliehene Naturalisation ist von diesem am 27. August 1913 angenommen worden, wie dies aus einem am selben Tage vom Hrn. Bürgermeister der Gemeinde Kayl aufgenommenen Protokolle, von welchem ein Auszug bei der Abtheilung für Auswärtige Angelegenheiten und Justiz hinterlegt ist, hervorgeht.

Luxemburg, den 29. August 1913.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Avis. — Sociétés de secours mutuels.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour les modifications ci-après, apportées aux statuts du «Sterbekassenverein der Beamten und Bediensteten der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahnen», à Luxembourg-gare, par décision de l'assemblée générale du 13 avril 1913, ont été approuvées:

Art. 4. Mitglieder des Vereins können diejenigen Beamten und Bediensteten der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahnen werden, welche das 40. Lebensjahr noch nicht überschritten haben und körperlich gesund sind. Über das Aufnahmegesuch entscheidet der Vorstand.

Art. 18. Neu eintretende Mitglieder zahlen eine Aufnahmegebühr von fünfzig Pfennig. Die Quittung hierüber ist zugleich Aufnahmeurkunde. Alle Mitglieder, die vor dem 13. April 1913 dem Verein angehörten, zahlen einen jährlichen Beitrag von 10 Mark.

Die nach dem 13. April neu eintretenden Mitglieder, haben jährlich folgende Beiträge zu entrichten:

Beim Eintritt vom 18. bis zum vollendeten 30. Lebensjahre, 10 Mk.

Beim Eintritt vom 31. bis zum vollendeten 35. Lebensjahre, 12 Mk.

Beim Eintritt vom 36. bis zum vollendeten 40. Lebensjahre, 14 Mk.

Die Beiträge sind vierteljährlich zahlbar. Wenn sie nicht innerhalb sechs Wochen nach dem Verfall eingezahlt sind, können sie auf Kosten des säumnigen Mitgliedes durch Postauftrag erhoben werden.

Art. 19. Die beim Tode eines Mitgliedes an die Hinterbliebenen zu zahlende Unterstützung beträgt für alle Mitglieder, die vor dem 13. April 1913 dem Vereine angehörten, fünfhundert Mark (500). Für Mitglieder die nach dem 13. April 1913 neu eintreten, beträgt die beim Tode zu zahlende Unterstützung:

im 1. und 2. Jahre der Mitgliedschaft, 200 Mk.;

im 3. und 4. Jahre der Mitgliedschaft, 300 Mk.;

im 5. und 6. Jahre der Mitgliedschaft, 400 Mk.;

nach 6 Jahren, 500 Mk.

Art. 19 a. Beim Tode der Frau eines Mitgliedes kann diesem auf sein Verlangen durch den Vorstand, aus der Kasse ein Vorschuß gewährt werden, der vom 1. bis zum vollendeten 6. Jahre der Mitgliedschaft höchstens 100 Mk., und nach 6 Jahren höchstens 200 Mk. betragen darf.

Dieser Vorschuß ist zinsfrei und wird beim Tode des Mitgliedes von der Unterstützungssumme von 500 Mk. in Abzug gebracht.

Art. 23 fällt weg.

Folgende Artikel werden unnummeriert:

Art. 19 a wird **Art. 20**.

Art. 20 wird **Art. 21**.

Art. 21 wird **Art. 22**.

Art. 22 wird **Art. 23**.

Art. 28. Jedes Mitglied erhält ein gedrucktes Exemplar dieses Statuts, und gegebenenfalls die Anzeige der in demselben eingetretenen Veränderungen.

Luxembourg, le 20 août 1913.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Bekanntmachung. — Hilfskassen.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind die durch die Generalversammlung vom 13. April 1913 an dem Statut des „Sterbekassenverein der Beamten und Bediensteten der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahnen“, zu Luxemburg-Bahnhof, vorgenommenen Änderungen genehmigt worden:

Luxembourg, den 20. August 1913.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.*

Avis. — Assurances-maladie.

Par arrêté du soussigné en date de jour, les modifications apportées aux art 13 et 30 des statuts de la « Caisse régionale de maladie à Remich », par l'assemblée générale du 13 juillet 1913, ont été approuvées:

Art. 13. Die Krankenunterstützung wird für die Dauer der Krankheit gewährt: sie endet spätestens mit dem Ablauf der 26. Woche nach Beginn der Krankheit, im Falle der Erwerbsunfähigkeit (Abs. 1 Ziffer 3), spätestens mit Ablauf der 26. Woche nach Beginn des Krankengeldbezuges. Endet der Bezug des Krankengeldes erst nach Ablauf der 26. Woche nach dem Beginn der Krankheit, so endet mit dem Bezug des Krankengeldes zugleich auch der Anspruch auf die in Abs. 1 unter Ziffer 1 und 2 bezeichneten Leistungen.

Ist die Erwerbsunfähigkeit die Folge eines Betriebsunfalles, so enden für Personen, die zugleich der Unfallversicherung unterliegen, die Verpflichtungen der Krankenkasse mit Ablauf der 13. Woche.

Art. 30. (Diese Abänderung tritt mit dem 1. Oktober 1913 in Kraft.) Die wöchentlichen Kassenbeiträge betragen:

1. für die erste Klasse Fr. 0,51 für das Mitglied und Fr. 0,27 für den Arbeitgeber;
2. für die zweite Klasse Fr. 0,45 für das Mitglied und Fr. 0,22 ½ für den Arbeitgeber;
3. für die dritte Klasse Fr. 0,36 für das Mitglied und Fr. 0,18 für den Arbeitgeber;
4. für die vierte Klasse Fr. 0,21 für das Mitglied und Fr. 0,10 ½ für den Arbeitgeber;
5. für die fünfte Klasse Fr. 0,18 für das Mitglied und Fr. 0,09 für den Arbeitgeber;
6. für die sechste Klasse Fr. 0,15 für das Mitglied und Fr. 0,07 ½ für den Arbeitgeber.

Als Woche gilt der Zeitraum von Montag bis Sonntag einschließlich.

Luxembourg, le 23 août 1913.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Bekanntmachung. — Krankenversicherung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind die in Art. 13 und 30 des Statuts der „Bezirkskrankenkasse Remich“ durch die Generalversammlung vom 13. Juli 1913 vorgenommenen Änderungen genehmigt worden:

Luxembourg, den 23. August 1913.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.*

Avis. — Assurances-maladie.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, les modifications apportées aux art. 11 et 24 des statuts de la caisse de maladie de la maison *Villeroy & Boch* à Septfontaines, par l'assemblée générale du 17 juin 1913, ont été approuvées:

Art. 11 (letzter Absatz). Die Beiträge zur Krankenkasse sind festgesetzt auf 4 % der vorstehenden Durchschnittssätze der Kassenmitglieder; hiervon haben letztere zwei und die Arbeitgeber 1 % zu tragen.

Art. 24. Die Krankenunterstützung wird für die Dauer der Krankheit gewährt; sie endet spätestens mit dem Ablauf der 26. Woche nach Beginn der Krankheit, im Falle der Erwerbsunfähigkeit (Art. 22) spätestens nach Ablauf der 26. Woche nach Beginn des Krankengeldbezuges. Endet der Bezug des Krankengeldes erst nach Ablauf der 26. Woche nach dem Beginn der Krankheit, so endet mit dem Bezug des Krankengeldes zugleich auch der Anspruch auf die in Art. 22 bezeichneten Leistungen.

Ist die Erwerbsunfähigkeit die Folge eines Betriebsunfalles, so enden für Personen, die zugleich der Unfallversicherung unterliegen, die Verpflichtungen der Krankenkasse mit Ablauf der 13. Woche.

Luxembourg, le 23 août 1913.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Bekanntmachung. — Krankenversicherung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind die in Art. 11 und 24 des Statuts der Krankenkasse der Firma *Villeroy & Boch* zu Rillingen Grund, durch die Generalversammlung vom 17. Juni 1913 vorgenommenen Änderungen genehmigt worden:

Luxembourg, den 23. August 1913.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.*

